

## **TITRE I – BUT DE L'ASSOCIATION**

### **ARTICLE 1 – CONSTITUTION - DENOMINATION**

Il est constitué entre les adhérents aux présents statuts et ceux qui y adhéreront par la suite une Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour dénomination : « **CLAIRVIVRE-WOGENSKY** ».

### **ARTICLE 2 - DUREE**

La durée de l'Association est illimitée.

### **ARTICLE 3 – OBJET**

L'Association a pour objet :

1. L'Habitat Jeunes sous toutes ses formes qui consiste à permettre à un public mixte, composé de jeunes se situant prioritairement dans la tranche d'âge des 16-30 ans, d'avoir accès à des espaces de vie transitoires facilitant leur insertion sociale et professionnelle.  
Pour réaliser ses objectifs, l'Association assure la gestion de logements adaptés aux besoins de son public, notamment un « Habitat jeunes ».  
Complémentairement à l'hébergement qu'elle propose, elle met en place les activités et l'accompagnement nécessaires à la constitution de projets personnels conduisant à l'autonomie.  
Elle se donne également pour objet de participer à la réflexion et à l'évolution des idées et pratiques dans le champ des activités qui la concernent.  
Par ces missions, elle entend participer à une politique d'accès à la citoyenneté pour les jeunes.
2. Le Tourisme de valeur qui réside dans le fait de gérer un Centre international de séjour qui aura pour mission l'accueil de tout public favorisant la rencontre entre personnes de toutes origines et de toutes cultures dans le respect de la diversité.  
Les mineurs accueillis seront accompagnés par des adultes.  
De faciliter le déroulement des séjours en proposant un accueil de qualité ainsi que des prestations d'hébergement, de restauration, d'animation.  
D'exercer son activité dans le champ du tourisme social,
3. De développer des actions qui s'inscrivent dans l'éducation populaire et le développement durable.

L'Association pourra, participer à la création ou au fonctionnement d'autres associations, groupements ou encore de fonds de dotations.

### **ARTICLE 4 - SIEGE**

L'Association a son siège social : **14 bis, rue de Roubaix – 42000 SAINT- ETIENNE.**

Le changement de siège social à l'intérieur du département relève d'une décision du conseil d'administration ratifiée par l'Assemblée générale et déclarée au Préfet.

Tout changement de siège hors du département requiert l'application de l'article 17 des présents

statuts.

Si l'Association est reconnue d'utilité publique, le changement de siège doit également être déclaré au Ministre de l'Intérieur.

## TITRE II – ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

### ARTICLE 5 – COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

L'Association se compose de membres d'honneur et de membres actifs :

**Les membres d'honneur** sont des personnalités qui, ayant cessé leur activité au sein de l'association, ont exercé des responsabilités importantes au sein de l'Association ou ont rendu des services éminents appréciés par cette dernière. Ils sont nommés par le conseil d'administration de l'Association, sur proposition des  $\frac{3}{4}$  des membres du bureau.

Les membres d'honneur ne peuvent en aucun cas faire partie des collèges mentionnés ci-après.

**Les membres actifs** de l'Association sont répartis en quatre (4) collèges en fonction de leur rôle dans l'accomplissement de l'objet de l'Association :

1. **Le Collège des usagers** : il est composé de toutes personnes physiques ou morales résidant dans la structure, qui utilisent les services de l'Association, ont souscrit un bulletin d'adhésion et acquitté la cotisation annuelle fixée par l'Assemblée générale ayant statué sur ce point.  
Ils participent aux Assemblées générales de l'Association avec voix délibérative. Chaque membre du collège des usagers dispose d'une voix.
2. **Le Collège « des membres institutionnels »** : il est composé de toutes collectivités locales, structures parapubliques, financeurs et institutions déployant leur action sur le territoire concerné, susceptibles d'être intéressées par la réalisation de l'objet de l'Association et acceptant d'y mandater un représentant.  
Mais également de toutes associations et structures privées déployant leur action sur le territoire concerné, susceptibles d'être intéressées par la réalisation de l'objet de l'association et acceptant d'y mandater un représentant.  
Ils sont cooptés par le Conseil d'administration. Leur désignation est ratifiée par l'Assemblée générale.  
Ils participent aux travaux de l'Association avec voix consultative et ne peuvent être membres du Bureau et/ou du Conseil d'administration.  
Les membres sont dispensés de droit d'adhésion.
3. **Le Collège des bénévoles** : il est composé de toutes personnes physiques ayant souscrit un bulletin d'adhésion, ayant acquitté la cotisation annuelle fixée par l'Assemblée générale ayant statué sur ce point, n'appartenant pas à l'un des trois autres collèges des membres actifs et ayant obligatoirement signé la Charte du bénévolat. Ces bénévoles ne peuvent en aucun cas être des salariés, ces derniers ayant un Collège réservé.  
Ils participent aux Assemblées générales de l'Association avec voix délibérative.  
Chaque membre du Collège des bénévoles dispose d'une voix.

4. **Le Collège des salariés** : Il est composé de salariés de l'Association ayant souscrit un bulletin d'adhésion et ayant acquitté la cotisation annuelle fixée par l'Assemblée générale ayant statué sur ce point.  
Ils participent aux Assemblées générales de l'Association avec voix délibérative. Chaque membre du Collège des salariés dispose d'une voix.

## **ARTICLE 6 – ADMISSION**

L'admission de tout nouveau membre est subordonnée au respect des conditions précisées, pour chaque catégorie à l'article « COMPOSITION DE L'ASSOCIATION ».

## **ARTICLE 7 – COTISATION**

Une cotisation annuelle doit être acquittée par les membres. Son montant est fixé par l'Assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration et figure dans les conditions générales de vente de l'Association.

Les membres institutionnels et les membres d'honneur ne paient pas de cotisation.

## **ARTICLE 8 – DEMISSION-RADIATION-EXCLUSION DES MEMBRES**

La qualité de membre se perd par :

- le décès pour les personnes physiques, ou par la dissolution ; qu'elle qu'en soit la cause, pour les personnes morales
- la démission, présentée par courrier **(a)**
- la radiation **(b)**
- l'exclusion **(c)**

### **a) Démission**

La cessation définitive d'utilisation des services de l'Association est considérée comme un cas de démission.

Dans tous les autres cas de démission, cette dernière devra être adressée par écrit, en lettre recommandée avec avis de réception, au Conseil d'administration.

### **b) Radiation**

La radiation est réputée d'office dans le cas de non-paiement de la cotisation annuelle dans un délai de trois mois après sa date d'exigibilité fixée au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année. Toutefois, le membre radié reste redevable de cette somme envers l'Association.

### **c) Exclusion**

L'exclusion d'un membre par l'Association peut être prononcée dans l'un des cas suivants :

- Infraction grave ou renouvelée aux statuts et/ou au règlement intérieur de l'Association,
- Agissements du membre susceptibles de causer un préjudice matériel ou moral à l'Association ou, à l'un ou plusieurs de ses adhérents, ou à quelque membre de l'Association.

La demande d'exclusion est présentée par la Présidence de l'Association devant le Conseil d'administration. La procédure d'exclusion est fixée dans le règlement intérieur.

## **ARTICLE 9 – REINTEGRATION**

La réintégration ne peut concerner qu'un membre démissionnaire ou radié, et en aucun cas un membre exclu.

La procédure de réintégration est fixée dans le Règlement intérieur.

## **ARTICLE 10 – CONSEIL D'ADMINISTRATION**

L'Association est dirigée par un Conseil d'administration composé de vingt-cinq (25) membres maximum répartis comme suit :

- Trois représentants sont élus parmi les membres du Collège « des Usagers » dont 2 doivent faire partie du Conseil de vie sociale de l'Association et 1 usager « personne morale », chaque membre élu au Conseil d'administration disposant d'une voix délibérative.
- Deux représentants sont élus parmi les membres du Collège « des salariés ». Ils disposent d'une seule voix délibérative au Conseil d'administration pour l'ensemble du collège.
- Vingt représentants sont élus parmi les membres du Collège « des bénévoles ». Ils disposent chacun d'une voix délibérative au Conseil d'administration.

Les représentants de l'Association doivent jouir du plein exercice de leurs droits civils.

Le nombre de membres du Conseil d'administration peut être augmenté par décision de l'assemblée générale, par tranche de huit (8) administrateurs maximum par augmentation.

Les membres du Conseil d'administration sont élus par l'Assemblée générale ordinaire pour une durée de trois (3) exercices, renouvelables deux (2) fois maximum.

Le Conseil d'administration est renouvelé par tiers (1/3) tous les trois (3) exercices. Le renouvellement des mandats intervient par ordre d'ancienneté, à l'exception des deux premières années suivant l'approbation des présents statuts où le renouvellement se fera par scrutin secret. Toutefois, le mandat d'administrateur du Président et de membres du bureau sont d'une durée fixe de trois (3) exercices.

Les membres du Conseil sortants sont immédiatement rééligibles.

En cas de candidatures supérieures au nombre de sièges à pourvoir, l'élection sera réalisée par vote à bulletin secret.

En cas de vacance d'un ou plusieurs postes de ses membres, qu'elle qu'en soit la cause, réduisant le nombre de membre du Conseil d'administration en dessous de huit (8) membres, le Conseil peut se compléter lui-même par cooptation, son choix est alors soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée générale. Le mandat d'un membre coopté cesse au même moment que celui de la personne qu'il remplace.

Le mandat de membre du Conseil d'administration prend fin :

- par l'arrivée du terme, à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.
- par la démission. En cas de démission, l'administrateur démissionnaire doit respecter un préavis de trois (3) mois, avant de cesser définitivement ses fonctions. Il continuera d'exécuter ses fonctions pendant la durée du préavis. Si nécessaire, le Conseil d'administration pourra décider de réduire la durée du préavis ou dispenser la personne démissionnaire de ce dernier. Le Conseil d'administration n'aura pas à motiver sa décision.

- par la perte de la qualité au titre de laquelle la nomination est intervenue.
- par l'exclusion prononcée par l'Assemblée générale ordinaire. En cas d'exclusion, la décision de l'Assemblée générale ordinaire n'a pas à être motivée. Toutefois, le membre du Conseil d'administration sera appelé à présenter sa défense préalablement à toute décision. L'exclusion ne doit pas être vexatoire.

Est réputé démissionnaire d'office, tout membre du Conseil d'administration qui n'a pas assisté, sauf motif valable (maladie, accident, décès dans le cercle familial), à trois (3) réunions consécutives.

## **ARTICLE 11 – BUREAU**

Après chaque renouvellement du Conseil d'administration, celui-ci élit à la majorité simple et à bulletin secret un Bureau composé de six (6) membres, obligatoirement des personnes physiques.

Préalablement à l'élection des membres du Bureau, le Conseil d'administration doit choisir les modalités d'exercice de la Présidence.

La Présidence de l'Association est assumée :

- Soit par un Président, assisté d'un vice-Président (Présidence classique)
- Soit par deux co-Présidents

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la Présidence est effectué par le Conseil d'administration, par décision prise à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés.

Le choix du Conseil d'administration est porté à la connaissance de l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration peut décider à tout moment de modifier les modalités d'exercice de la Présidence.

Selon le choix du Conseil d'administration, le bureau est composé de :

- Un Président assisté d'un vice-Président, ou deux co-Présidents
- Un Secrétaire
- Un Secrétaire-adjoint
- Un Trésorier
- Un Trésorier-adjoint

Une réunion spéciale du Conseil d'administration est tenue après l'Assemblée générale qui procède au renouvellement des membres du Conseil d'administration. Cette réunion spéciale doit choisir les modalités d'exercice de la Présidence et élire les nouveaux membres du bureau.

Le Bureau assure la gestion courante de l'Association et l'exécution des décisions du Conseil d'administration. Il se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'Association l'exige, sur convocation de la Présidence réalisée, au moins trois (3) jours auparavant, sauf urgence. Il ne délibère valablement, le cas échéant par conférence téléphonique, visio-conférence, que si au moins les 2/3 des membres sont présents ou représentés. Les décisions sont adoptées à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés.

La Présidence représente l'Association dans tous les actes de la vie civile. Elle est chargée d'exécuter toutes les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration ou de veiller à leur exécution. Elle est la seule à avoir qualité pour ester en justice au nom de l'Association, en demande comme en défense.

En cas de co-Présidence, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de l'Association et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était seul Président : l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le Président et chacun des co-Présidents s'ils sont plusieurs, a (ont) la signature sociale, donnée par les mots "Pour l'Association - Le Président ", suivis de la signature du Président.

En cas de départ d'un des co-Présidents, le Conseil d'administration se prononcera soit sur le maintien de la co-Présidence en cours, avec proposition de nomination d'un nouveau co-Président, soit sur la mise en place d'une Présidence classique, avec nomination d'un vice-Président.

En présence d'un vice-Président, il assiste le Président dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement provisoire ou définitif.

Le Secrétaire est chargé des convocations des organes de l'association, en accord avec la Présidence. Il rédige les procès-verbaux des sessions du Conseil d'administration et des Assemblées générales, et les transcrit sur les registres prévus à cet effet. Il est chargé de toutes les formalités statutaires et administratives pour l'Association.

Le Secrétaire adjoint assiste le secrétaire et le remplace en cas d'empêchement.

Le Trésorier gère les comptes de l'association dans le respect des obligations légales. Il est chargé de l'appel des cotisations. Il procède, sous le contrôle de la Présidence, au paiement et à la réception de toutes sommes.

Le Trésorier adjoint assiste le Trésorier et le remplace en cas d'empêchement.

Les fonctions d'un membre du Bureau prennent fin de plein droit, si au cours de son mandat, il cesse de faire partie du Conseil d'administration.

Le Directeur, la Directrice de l'Association est invité(e) à participer aux réunions du Bureau avec voix consultative.

La Présidence et le Secrétaire sont également Président et Secrétaire de l'Assemblée générale.

## **ARTICLE 12 – POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'administration prend toutes les décisions et mesures nécessaires à la réalisation de l'objet de l'Association.

Il définit la politique générale de l'Association et la soumet à l'Assemblée générale. Il décide, sur proposition du Bureau, les orientations et le périmètre stratégique de l'Association.

Il arrête les comptes de l'exercice écoulé.

Parmi les pouvoirs conférés au Conseil d'administration, celui-ci a notamment la possibilité d'autoriser ou non les demandes d'emprunts bancaires, les demandes de subventions, les demandes de garanties bancaires, de définir le budget prévisionnel, avec les montants de masse salariale prévisionnelle, et la signature de conventions avec tout partenaire public ou privé, au-delà d'un certain montant. Il gère le patrimoine de l'Association et le personnel.

Il peut déléguer ses pouvoirs au Bureau pour certaines questions dans les limites définies par le Règlement intérieur.

Le Conseil d'administration peut créer tout comité ad hoc qu'il juge opportun selon les modalités définies au Règlement intérieur.

Le Conseil d'administration peut inviter les membres d'honneur, et les membres des autres Collèges à participer à ses travaux avec voix consultative. Il peut également inviter dans les mêmes conditions avec voix consultative et à titre ponctuel toute personne qualifiée ou expert à même de contribuer à ses travaux sur un sujet donné.

### **ARTICLE 13 – REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'administration se réunit au moins quatre (4) fois par an, au siège de l'Association ou en tout autre lieu précisé sur la convocation.

Le Conseil d'administration se réunit :

- sur convocation de la Présidence,
- ou doit être réuni si au moins un tiers (1/3) des administrateurs en fait la demande par écrit à la Présidence.

Les convocations sont adressées au minimum sept (7) jours avant la réunion par lettre simple, par voie électronique, ou par tout moyen permettant de s'assurer la bonne réception de la convocation.

L'ordre du jour de la réunion est arrêté par le Président du Conseil d'administration ou par les membres du Conseil qui ont demandé la réunion.

Le Conseil d'administration délibère valablement si au moins 50 % de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents et représentés. La Présidence dispose d'une voix prépondérante en cas de partage des voix. Tout membre du Conseil d'administration peut donner par écrit mandat à un autre membre de le représenter à une réunion du Conseil. Le nombre de pouvoirs pouvant être détenus par une même personne est limité à un (1).

Les membres du Collège des usagers élus au Conseil d'administration participent aux réunions du Conseil d'administration avec voix délibérative. Chaque membre du Collège dispose d'une voix.

Les membres du Collège des bénévoles élus au Conseil d'administration participent aux réunions du Conseil d'administration avec voix délibérative. Chaque membre du Collège dispose d'une voix.

Le Collège des salariés élus au Conseil d'administration ne bénéficie quant à lui que d'une voix délibérative pour l'ensemble du Collège.

Le Directeur, la Directrice de l'Association est invité(e) à participer au Conseil d'administration avec voix consultative.

Le (la) délégué(e) du personnel peut, sur invitation du Conseil d'administration, participer aux réunions du Conseil d'administration. Il n'aura qu'une voix consultative.

Le Conseil a la possibilité d'inviter n'importe quel partenaire selon les sujets évoqués. Ces derniers n'auront qu'une voix consultative.

Il est dressé procès-verbal des réunions du Conseil d'administration.

## **ARTICLE 14 – REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS ET DES MEMBRES DU BUREAU**

Toutes les fonctions y compris celles des membres du Conseil d'administration et du bureau, sont gratuites et bénévoles.

Seuls les frais occasionnés par l'accomplissement de leur mandat sont remboursés sur justificatifs. Le rapport financier présenté à l'Assemblée générale ordinaire présente, par bénéficiaire, les remboursements de frais de missions, de déplacement ou de représentation.

## **ARTICLE 15 – CONVENTION ENTRE L'ASSOCIATION ET SES MEMBRES**

Toute convention entre l'Association et un de ses membres ou toute personne morale dans laquelle il a des intérêts, qui entraîne pour ce membre ou cette personne morale un avantage financier direct ou indirect, est soumise à l'agrément du Conseil d'administration, la personne concernée ne prenant pas part au vote si elle est administrateur. La décision du Conseil d'administration est prise à la majorité des 2/3, après un avis motivé du commissaire aux comptes, s'il en existe. Un rapport sur ces conventions est rédigé pour l'Assemblée générale d'approbation des comptes par le Commissaire aux comptes ou, à défaut, par le Trésorier.

## **ARTICLE 16 – ASSEMBLEES GENERALES**

L'assemblée générale comprend tous les membres actifs à jour de leur cotisation au jour de l'Assemblée générale.

Ils sont convoqués par la Présidence et par convocation individuelle (par lettre simple, par voie électronique, ou par tout moyen permettant de s'assurer la bonne réception de la convocation) quinze (15) jours avant la date fixée. L'ordre du jour figure sur les convocations. Il est arrêté par le Conseil d'administration. Ne peuvent être abordés que les points inscrits à l'ordre du jour.

Un tiers au moins des membres peut demander à la Présidence la convocation d'une Assemblée générale. Dans ce cas, l'ordre du jour sera notamment fixé par les membres de l'Association qui ont demandé la réunion.

Des acteurs publics ou privés non membres de l'Association peuvent être habilités par la Présidence du Conseil d'administration à participer aux travaux de l'Assemblée générale sans droit de vote.

L'Assemblée générale fixe le montant des cotisations annuelles.

La Présidence, assisté des membres du Bureau, préside l'Assemblée.

Une feuille de présence est signée par les membres de l'Assemblée en entrant en séance et certifiée par la Présidence et le Secrétaire.

Les décisions sont prises par un vote à main levée. Toutefois, un vote à bulletin secret peut être demandé par la majorité des membres présents ou représentés, ou proposé par la Présidence.

Chaque membre peut se faire représenter par un autre membre de l'Association muni d'un pouvoir. La représentation par toute autre personne est interdite.

Chaque membre présent ne peut jamais détenir plus d'un (1) pouvoir au cours d'une même Assemblée.

En cas de partage des voix, celle de la Présidence est prépondérante.



Les décisions des Assemblées générales s'imposent à tous les membres, y compris absents ou représentés.

Les délibérations de l'Assemblée générale sont constatées sur des procès-verbaux inscrits sur le registre des délibérations de l'Association.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs aux porteurs d'originaux, de copie ou d'extraits du procès-verbal de chaque Assemblée générale, pour effectuer tous dépôts et formalités conformément à la loi.

## **ARTICLE 17 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE**

### Assemblée générale ordinaire :

Une Assemblée générale ordinaire se tient au moins une fois par an, au plus tard six (6) mois après la clôture de l'exercice social afin, notamment d'approuver les comptes de l'exercice écoulé.

L'Assemblée générale ordinaire ne délibère valablement que si le dixième des membres est présent ou représenté.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée générale ordinaire est convoquée à nouveau, avec le même ordre du jour, dans un délai de quinze (15) jours. Lors de cette nouvelle Assemblée générale, l'Assemblée délibère valablement sans condition de quorum.

Les décisions ordinaires sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Lors de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, la Présidence expose la situation morale de l'Association. Le Trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'Assemblée, ainsi qu'un rapport sur les conventions conclues entre l'Association et ses membres.

### Assemblée générale extraordinaire :

L'Assemblée générale extraordinaire est compétente pour modifier les statuts, décider de la dissolution, et la fusion de l'Association.

L'Assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si le dixième des membres est présent. Les pouvoirs ne comptent pas pour le calcul du quorum.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée générale extraordinaire est convoquée à nouveau, avec le même ordre du jour, dans un délai de quinze (15) jours. Lors de cette nouvelle Assemblée générale, l'Assemblée délibère valablement que si le tiers de ses membres est présent.

Les décisions de l'Assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés.

Si l'Association est reconnue d'utilité publique, les décisions de l'Assemblée générale extraordinaire sont adressées sans délai au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de Tutelle. Elles ne prennent effet qu'après approbation du Gouvernement.

## **TITRE III – RESSOURCES ANNUELLES ET COMPTES DE L'ASSOCIATION**

### **ARTICLE 18 – RESSOURCES**

Les ressources de l'Association comprennent :

- Le montant des cotisations annuelles ;
- Les produits des services qu'elle assure ;
- Les recettes de manifestations exceptionnelles ;
- Les subventions ;
- Les apports ;
- Les dons ;
- Toute autre ressource non interdite par les lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1er Janvier et se termine le 31 Décembre de chaque année.

### **ARTICLE 20 – ALIENATION DU PATRIMOINE IMMOBILIER**

Si l'Association est reconnue d'utilité publique, l'Association ne peut céder tout ou partie de son patrimoine immobilier (amélioré avec le bénéfice de subventions de l'Etat et de l'ANAH et des prêts aidés par l'Etat ou adossés en tout ou partie à des ressources défiscalisées) qu'à un autre organisme agréé poursuivant le même objet social, un organisme HLM ou une collectivité territoriale, après accord du représentant de l'Etat dans le Département.

## **TITRE IV - DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION**

### **ARTICLE 21 – DISSOLUTION**

Une Assemblée générale extraordinaire peut seule décider de la dissolution volontaire de l'Association. Elle pourra délibérer valablement si au moins le dixième de ses membres est présent. Si ce quorum n'est pas atteint une seconde Assemblée générale extraordinaire sera convoquée dans un délai minimum de quinze jours et pourra délibérer valablement si le tiers de ses membres est présent, et à condition toutefois que la Présidence, le Secrétaire et le Trésorier y assistent.

La dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. L'Assemblée générale extraordinaire désigne un Commissaire chargé de la liquidation des biens de l'Association.

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par justice, l'ensemble des biens immobiliers de l' Association amélioré avec le bénéfice de subventions de l'Etat et de l'ANAH et des prêts aidés par l' Etat ou adossés à des ressources défiscalisées ou pris à bail pendant au moins douze (12) ans seront dévolus soit à tout autre organisme agréé poursuivant le même objet social, soit à un organisme HLM, soit à une collectivité territoriale après accord du représentant de l'Etat dans le Département.

Si l'Association est reconnue d'utilité publique, l'actif net est attribué à un ou plusieurs établissements poursuivant une finalité analogue, publics, ou reconnus d'utilité publique, ou visés aux alinéas 5 et suivants de l'article 6 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 modifiée, ou à une collectivité territoriale dans les compétences de laquelle entre l'objet de l'Association.

Les délibérations de l'Assemblée générale sont adressées sans délai au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de Tutelle. Elles prennent effet qu'après approbation du Gouvernement.

## **TITRE V – SURVEILLANCE**

### **Article 22 - Surveillance**

Si l'Association est reconnue d'utilité publique, le Président ou son mandataire doit faire connaître dans les trois mois au Préfet du Département où l'Association a son siège social, tous les changements survenus dans l'administration de l'Association, conformément à l'article 5 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 modifiée.

Toute modification dans les statuts ne prendra effet qu'après l'approbation du Gouvernement.

Les registres de l'Association et ses pièces de comptabilité sont présentés sans déplacement, sur réquisition du Ministre de l'Intérieur ou du Préfet, à eux-mêmes, à leur délégué ou à tout fonctionnaire accrédité par eux.

Le rapport annuel et les comptes, y compris ceux des établissements secondaires ou des comités locaux, sont adressés chaque année au Préfet du Département où l'association a son siège social, au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de Tutelle.

Le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de Tutelle ont le droit de faire visiter les services de l'Association par leur délégué ou par tout fonctionnaire accrédité par eux afin de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

## **TITRE VI – REGLEMENT INTERIEUR**

### **Article 23 – REGLEMENT INTERIEUR**

Le Conseil d'administration peut décider de l'établissement d'un Règlement intérieur ayant pour objet de préciser et compléter les règles de fonctionnement de l'Association. Il est seul compétent pour les modifier ou les abroger.

Le Règlement intérieur s'impose à tous les membres de l'Association dès leur adhésion.

Si l'Association est reconnue d'utilité publique, le Règlement intérieur ne peut entrer en vigueur ou être modifié qu'après approbation du Ministre de l'Intérieur.

Fait à Saint-Etienne,  
Le